

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 16 JUILLET 2009

Vania Alleva, vice-présidente de l'Union syndicale suisse,
membre du comité directeur d'Unia

Migration et crise économique

Principes de la politique d'intégration et défis dans la crise

Les conditions à remplir pour une intégration réussie sont les suivantes: sécurité de séjour, égalité des chances, participation et reconnaissance par la société majoritaire. Ces piliers importants qui ne sont pas à toute épreuve même „en temps normal“ risquent d'être sérieusement ébranlés en période de crise. La crise concerne tout le monde et nous voyons les chiffres du chômage augmenter mois après mois. En juin, plus de 140'000 personnes étaient inscrites au chômage. Le taux de chômage a grimpé à 3,6%. La pression sur les conditions de travail se fait plus forte et de nombreux travailleurs sont déstabilisés. Cette situation ne va pas s'améliorer au cours de ces prochains mois, elle va même s'aggraver.

Cependant, la crise touche d'abord et plus fortement les migrantes et migrants qui affichent actuellement un taux de chômage de 6,6%. Ce chiffre s'explique d'une part par le fait que les branches qui dépendent plus fortement de l'évolution de la conjoncture comptent une grande proportion d'étrangers. D'autre part, les travailleurs étrangers ont tendance à avoir un moins bon niveau de formation, ce qui les expose à un risque accru de chômage. Alors que 13% des Suisses professionnellement actifs n'ont pas de certificat d'apprentissage ou de diplôme, ce chiffre s'élève à 31% chez les migrantes et migrants.

A qualifications égales, on observe également que les migrantes et migrants sont les premiers à perdre leur emploi. Ce qui a pu être démontré lorsque l'économie se portait bien se trouve renforcé en période de crise. Migrants et migrantes sont discriminés sur le marché suisse du travail: les emplois sont plutôt attribués à des Suisses. Différentes enquêtes de la Confédération confirment ces faits.

Voici d'autres raisons expliquant pourquoi le taux de chômage est plus élevé chez les migrant-e-s:

- l'absence d'une politique de formation continue appropriée qui permettrait de prévenir le chômage (apprentissage tout au long de la vie, aussi pour les personnes sans formation).
- reconnaissance insuffisante des certificats et diplômes étrangers
- mesures d'intégration et formation des centres de conseil insuffisantes

Les impressions recueillies auprès des migrantes et migrants montrent que la peur augmente, en particulier chez les non-ressortissants de l'UE, étant donné que le durcissement du droit des étrangers en cas de chômage et d'assistance sociale fait planer la menace du retrait du permis de séjour – même pour les migrantes et migrants qui vivent en Suisse depuis de nombreuses années et ont leur vie bien ancrée dans notre pays. Les migrantes et migrants se voient donc confrontés à une double peur: d'une part, la crainte de perdre leur emploi, ce qui constituerait une menace pour leurs conditions d'existence et mettrait à rude épreuve leur estime de soi et, d'autre part, l'incertitude régnant autour du droit de séjour.

En période de crise et d'insécurité d'une manière générale, la xénophobie trouve un „terrain fertile“. Nos secrétaires syndicaux sont toujours plus souvent confrontés au refus d'ouverture économique et des travailleurs étrangers. On assiste à une montée inquiétante de tendances protectionnistes et nationalistes à l'image du syndicat „des employés genevois“ qui fait de la propagande en tenant des propos xénophobes contre les frontaliers.

Le Conseil fédéral et le Parlement se doivent donc de ne pas attiser la xénophobie en menant une politique du bouc émissaire, mais de prêter main forte pour trouver de vraies solutions. Ainsi, la discussion sur la clause de sauvegarde au printemps n'avait pas lieu d'être, puisqu'il n'est pas nécessaire de mettre un stop à l'immigration. La migration réagit déjà à la crise économique. Au premier trimestre de cette année, le chiffre des autorisations de séjour de longue durée a reculé de 40% et celui des autorisations de séjour de courte durée de 10% par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Cette tendance s'accroît. La discussion sur la clause de sauvegarde n'est donc pas utile et n'apporte rien pour la préservation urgente et nécessaire des emplois. D'un point de vue syndical, il ne fait aucun doute que ces discussions s'écartent des vrais problèmes et des mesures qui devraient être prises. Notamment: une lutte active contre la crise avec des programmes conjoncturels durables, mais aussi des investissements dans la formation et la formation continue ainsi qu'une offensive de formation afin d'être armés après la crise. Ces mesures visent à assurer les places de travail de tous les travailleurs en Suisse – indépendamment de leur origine

Personne n'ignore que la Suisse a non seulement été construite en bonne partie par les migrantes et migrants, mais qu'elle est aussi nettoyée par des collaborateurs au passeport étranger sans compter que, dans notre pays, les personnes âgées sont toujours plus souvent soignées par des migrantes et migrants. Aujourd'hui et à l'avenir, la Suisse dépend du travail des migrantes et migrants. Il est d'autant plus important que le Conseil fédéral, le Parlement tout comme les employeurs assument leurs responsabilités. Ensemble, nous devons empêcher que la crise se joue sur le dos des migrantes et migrants. Nous leur devons cela. C'est aussi dans notre propre intérêt.